



## **COMMUNIQUE DE PRESSE DU PCF 65 - 27 AVRIL 2020**

Le Président de la République a annoncé la fin du confinement pour le 11 mai, avec à la clef la réouverture des écoles. La motivation de M. Macron qui a pris de court tout le monde, sauf le MEDEF et autres représentants des entreprises, n'est pas en raison de « la situation actuelle source d'inégalités ».

La vraie raison est que le monde économique réclame la reprise des salariés le plus vite possible pour pouvoir continuer à verser les dividendes aux actionnaires, quitte à prendre des risques considérables de relance des contaminations du fait du manque de masques et de capacité à tester massivement la population. Le Président s'est empressé de se coucher devant ce vœu scandaleux des puissances d'argent.

Au-delà des bonnes intentions largement claironnées dans le plan com de l'Élysée, sur le fond, le cap reste le même pour « le jour d'après ». Il faudra donc reprendre le chemin de la lutte pour imposer les changements qu'on ne peut plus différer, tant sont apparus au cœur de la tempête épidémique, les dégâts opérés par les politiques austéritaires toutes ces dernières années. Il le faudra pour s'opposer au MEDEF qui rêve tout haut d'augmenter le temps de travail et de réduire le nombre de jours fériés et de congés annuels.

L'épisode épidémique actuel montre aussi la souffrance des hôpitaux publics qui ont été pressurisés depuis des années, par les pouvoirs successifs, et qui, malgré leur situation, ont fait face grâce au dévouement des personnels soignants et médicaux. Le PCF estime que la santé doit être immédiatement déclarée grande cause nationale pour la décennie en cours. Il est nécessaire aussi d'augmenter jusqu'à 20 % les salaires des personnels de santé.

La dette des hôpitaux doit être immédiatement annulée et un vote rectificatif doit avoir lieu au Parlement pour porter l'augmentation de l'Objectif National des Dépenses d'Assurance Maladie (ONDAM) à 5 % en 2020 (hors dépenses sanitaires en cours liées à l'épidémie). Il faut aussi un plan d'embauche massif pour les hôpitaux et les EHPAD.

Ici dans les Hautes-Pyrénées, nous nous opposons au projet d'hôpital unique porté par le gratin politique départemental et les autorités sanitaires et de l'État, qui consacrerait la disparition des Hôpitaux de Tarbes et de Lourdes au profit de l'hospitalisation privée et des spécialités médicales libérales. Nous proposons le maintien de l'Hôpital de Lourdes et la rénovation de l'Hôpital de Tarbes ou la construction d'un hôpital neuf à proximité de l'actuel. Nous estimons que le service

public hospitalier de proximité peut si on lui en donne les moyens proposer à la population bigourdane la réponse de très haut niveau de soin auquel elle aspire. Point besoin pour cela d'un hôpital unique dont on annonce en préalable qu'il y aura des lits et du personnel en moins et qui rallongerait le temps de transport avec pour conséquence une sur-émission de gaz à effet de serre.

Nous venons d'écrire au Président de la République, avec copie de la lettre au Premier Ministre et au Ministre des Solidarités et de la Santé, aux quatre parlementaires, à la Présidente de la Région Occitanie, au Président du Conseil départemental, au Maire de Tarbes, à L'ARS, au Préfet, à la Sous-préfète et au Sous-Préfet, afin de leur demander une rencontre. Nous attendons leur réponse.

Non le jour d'après ne peut pas être la reproduction à l'identique du jour d'avant, si l'on veut vivre dans une société solidaire avec un accès à des soins de haut niveau pour toutes et tous quelle que soit la situation sociale de chacun.

Fédération du Parti Communiste Français des Hautes-Pyrénées

Parti Communiste Français Fédération des Hautes-Pyrénées  
4 rue des Haras 65000 TARBES  
05 62 93 12 67 – [pcf65@orange.fr](mailto:pcf65@orange.fr)